

L'OCÉAN INDIEN, UN ESPACE « SECONDAIRE » POUR LES DEUX GRANDES PUISSANCES DE LA GUERRE FROIDE

Richard RANARIVONY
Professeur d'histoire contemporaine
Faculté des Lettres et Sciences Humaines
CRECI, Université d'Antananarivo

Résumé : Le retrait britannique dans l'océan Indien est rapidement suivi par la montée en puissance de la marine américaine, tout particulièrement à Diego-Garcia. C'est dans le contexte de la guerre froide et de la compétition idéologique Est-Ouest qui s'étend à l'océan Indien qu'un accord entre Anglais et Américains est signé, à l'initiative des États-Unis. Tout au long de la guerre froide, l'océan Indien est un théâtre de la confrontation américano-soviétique. La base américaine de Diego-Garcia est engagée dans des opérations militaires dès cette époque jusqu'à celle de la lutte antiterroriste aujourd'hui. Dans cette région du monde (en incluant aussi le Proche et le Moyen-Orient), Diego-Garcia constitue ainsi le « fer de lance » de l'armée américaine. Port-Louis de son côté, revendique toujours la souveraineté de cet archipel britannique séparé de son territoire en 1965. Aussi, l'île Maurice souhaite le retour des Chagossiens expulsés dans les années 1970 lors de l'installation de la base américaine.

Mots-clés : Diego-Garcia ; guerre froide ; base militaire ; États-Unis ; Union Soviétique ; Britannique ; revendication ; souveraineté.

Abstract: The British withdrawal in the Indian Ocean is quickly followed by the rise of the US Navy especially in Diego-Garcia. It is in fact in the context of the Cold War and East-West ideological competition in the Indian Ocean that at the initiative of the United States, an Anglo-American political agreement was signed. Throughout the Cold War, the Indian Ocean is the scene of the US-Soviet confrontation. Diego-Garcia's US base has been engaged in military operations from the Cold War era to today's counterterrorism. In this region of the world that also includes the Near and Middle East, Diego-Garcia is the "spearhead" of the US military. Port Louis, for its part, still claims the sovereignty of this British archipelago separated from its territory in 1965. Also, the Mauritius island wishes the return of Chagossiens expelled in the 1970 when installing the American base.

Keywords: Diego-Garcia ; cold war ; military base ; United States ; Soviet ; British ; claim ; sovereignty.

Après avoir longtemps privilégié une orientation diplomatique tournée vers l'Asie, cœur et centre de la gravité de la confrontation Est-Ouest (Chine, guerre de Corée, guerre d'Indochine puis du Vietnam), les États-Unis et l'URSS commencent à s'intéresser de plus en plus à l'océan Indien à partir des années 1970-1980. Pour les Américains en particulier, « l'océan Indien n'est rien de plus qu'une étendue d'eau entourée de terre et non un ensemble stratégique comme l'Atlantique ou le Pacifique, qui lierait deux grands centres de pouvoir et de conflit »¹. Dans tous les sommets et dialogues réunissant les États-Unis et l'URSS, l'océan Indien tint une place minime et fut abordé avec une relative négligence. Ce n'est que vers la fin des années 1970 qu'ils commencèrent réellement à lui accorder une importance stratégique grandissante. Un communiqué commun publié à l'issue du quatrième Round de rencontres entre les deux grandes puissances en février 1978 indiquait même sur un ton « optimiste » que les deux parties étaient parvenues à un « certain degré d'entente » y compris pour leur décision d'engager des conversations en vue d'aboutir à un accord interdisant d'accroître la présence militaire actuelle puis allant dans le sens de la réduction de cette présence. La multiplication des conflits locaux (Éthiopie-Somalie, Érythrée-Éthiopie), l'émergence des régimes dits « progressistes » dans la zone (Seychelles avec Albert René, Comores avec Ali Solih, Madagascar avec Didier Ratsiraka), la montée en puissance de l'Inde et de la Chine font de l'océan Indien un espace géographique de plus en plus important. Les États-Unis et l'URSS, avec des objectifs économique, militaire et politique qui leur sont propres, cherchent alors à renforcer leur présence dans ce vaste océan longtemps considéré comme « lointain » et « périphérique » en utilisant tous les moyens dont ils disposent (militaire, économique, politique, etc.)

Nous allons essayer de voir pourquoi et comment l'océan Indien fut un enjeu stratégique pour les deux grandes puissances de la guerre froide alors que jusqu'en 1967, il paraissait presque « vide » et délaissé. Simple voie de transit entre l'Occident et l'Extrême-Orient, il semblait « hors stratégie ». Quelle est la place de l'océan Indien dans le contexte de la guerre froide ? Pourquoi cette région est-elle devenue si importante pour les deux grands ? Existe-t-il une véritable politique des grandes puissances pour l'océan Indien ?

Ainsi, nous allons interroger la place et le rôle de l'océan Indien décrété « zone de paix » par les pays riverains à la conférence des pays non alignés du Caire en 1964, dans les conflits et rivalités idéologiques du XX^e siècle. Soulignons d'ailleurs que le 16 décembre 1971, l'Assemblée générale de l'ONU adopte une Déclaration reprenant l'idée d'un océan Indien une « zone de paix » (2832 XXVI)². Cependant, les particularités économiques et géostratégiques font que depuis la fin des années 1960, ses eaux, ses détroits, ses rivages constituent une arène de confrontation majeure pour les grandes puissances. Ces dernières n'ont jamais hésité à recourir à l'outil militaire pour défendre leurs intérêts et restaurer un ordre qui leur soit favorable. Cet océan est ainsi devenu une des principales zones d'engagement et de confrontation quasi-directe entre les États-Unis et l'URSS. Dans tous les conflits et confrontations entre des pays riverains de l'océan Indien, le rôle non négligeable des puissances extérieures, la multiplicité des acteurs extrarégionaux qui n'hésitent pas à intervenir sont des éléments communs.

¹ Jean Loup SAMAAN, « L'océan indien, laboratoire de la géographie militaire américaine » in *Hérodote, revue de géographie et de géopolitique*, deuxième trimestre 2012, n° 145, p. 30-47.

² Cette déclaration est votée par 61 voix favorables mais avec 55 abstentions. Aucun pays n'a voté contre. Les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU se sont abstenus à l'exception de la Chine.

I) IMPORTANCE GÉOPOLITIQUE ET GÉOSTRATEGIQUE DE L'OCÉAN INDIEN

L'océan Indien s'est avéré receler de formidables réserves de matières premières et est le carrefour de plusieurs grandes routes maritimes vitales aux économies du monde développé. Environ 70% du trafic pétrolier mondial y passe. La fermeture du canal de Suez de juin 1967 (guerre de Six-jours) à juin 1975 (avec entre-temps la guerre de Kippour en octobre 1973) a donné une importance considérable à l'océan Indien. Toutes les grandes puissances et plus particulièrement les États-Unis veulent à tout prix protéger la production et l'évacuation du pétrole du Golfe, et garder l'équilibre régional. Aujourd'hui encore, alors que 90% du commerce mondial se fait par bateaux, l'océan Indien accueille à lui seul la moitié de ce trafic³. La multiplication et l'augmentation des échanges commerciaux en font un espace géographique de plus en plus important. Il est une fenêtre sur l'Atlantique. Aussi, l'océan Indien est devenu l'enjeu d'une vaste compétition stratégique et l'objet d'une vigilance particulière de la part des États-Unis et de l'URSS, « théâtre de la confrontation américano-soviétique au temps de la guerre froide⁴ ». Ces enjeux stratégiques s'exercent dans un contexte spécifique. En effet, les îles, les pays et les détroits de cette zone présentent des particularités géostratégiques. De même certains pays riverains connaissent une grande instabilité politique, voire de véritables guerres qui ne font qu'accentuer encore plus les interventions extérieures. Citons par l'exemple les conflits dans la corne de l'Afrique (1977-1978), les affrontements au Yémen (1967-1968), les problèmes d'Afrique australe (années 1980-1990)⁵, la guerre entre la Tanzanie et l'Ouganda (1978-1979), les coups d'état aux Comores (13 mai 1978, 27 et 28 septembre 1995)..., sans oublier les tentatives de déstabilisation du régime de Ratsiraka. Comme l'écrivait Simon Malley : « Les services secrets officiels et parallèles français redoublaient leurs manœuvres et machinations pour déstabiliser la révolution malgache », et de continuer : « l'ancien Premier ministre Michel Debré organisait ouvertement des complots de toute sorte pour des opérations à la Bob Denard, voire des actions aéroportées et navales contre Antananarivo »⁶.

Zone tampon entre l'Afrique, l'Arabie et l'Asie, l'ouest de l'océan Indien est au cœur de multiples enjeux géostratégiques, et devient ainsi une sous-région très convoitée par les deux grandes puissances. Dans cet espace, la corne de l'Afrique (Éthiopie, Érythrée, Somalie et Djibouti) occupe une place assez particulière. Elle constitue un poste de surveillance des routes maritimes de l'Asie et du golfe Persique, elle garde le détroit de Bab El-Mandeb et le débouché du Canal de Suez. Elle constitue un pont entre le Moyen-Orient et l'Afrique subsaharienne. L'île Dahlak Kebir de l'archipel des Dahlak en mer Rouge, concédée aux Soviétiques par l'Éthiopie et Berbera, concédé aux États-Unis par la Somalie, sont les points d'appui indispensables à toute opération vers les champs pétroliers du Moyen-Orient, à proximité du détroit de Bab El-Mandeb qui sépare Djibouti du Yémen, la péninsule arabique de l'Afrique. Il relie la mer Rouge au golfe d'Aden qui est l'un des couloirs de navigation les plus fréquentés du monde. Bab

³ Grégoire LALIEU et Michel COLLON, « Océan Indien ; ici se joue la grande bataille pour la domination mondial », Interview de Mohamed HASSAN, 15 septembre 2010. Centre de Recherche sur la mondialisation et le Travail (CRMT), Centre interdisciplinaire et universitaire, Université de Montréal, Université de Laval et HEC de Montréal.

⁴ Isabelle SAINT-MEZARD, « Quelles architectures de sécurité pour l'océan Indien : L'océan Indien, laboratoire de la géographie militaire américaine » in *Hérodote, revue de géographie et de géopolitique*, 2012, n° 145, p 145.

⁵ 22 décembre 1988 : Afrique du Sud, Cuba et Angola signent un accord de paix en Namibie et en Angola ; 1^{er} avril 1989 : évacuation des Cubains d'Angola ; 22 juin 1989 : cessez-le-feu dans la guerre civile en Angola ; 11 mars 1990 : indépendance de la Namibie.

⁶ Simon MALLEY, « Madagascar : quelles retrouvailles ? » in *Afrique-Asie* n°172, 16/29 octobre 1978, p 12-13.

El-Mandeb est considéré comme le quatrième point de passage maritime le plus important en matière de transport du pétrole⁷. Il constitue un des centres de gravité du commerce mondial. Un autre point stratégique de l'océan Indien est le golfe d'Aden situé entre la Somalie et le Yémen. Il relie la mer Rouge à l'ouest par le détroit de Bab El-Mandeb et la mer d'Arabie. Il mène d'un côté au canal de Suez et de l'autre au golfe Persique et à l'Asie orientale.

Dans le sud-ouest de l'océan Indien, les États-Unis entretiennent à Diego-Garcia, au cœur même de l'océan, une base stratégique en perpétuel renforcement, qui complète des ouvrages militaires océano-indiens en Australie (nouvelle base de Cockburn Sound). Étant donné la place stratégique de Diego-Garcia, les États-Unis n'ont pas hésité à dépenser des centaines de millions de dollars pour l'aménager et allonger une piste de 8 000 à 12 000 pieds permettant l'atterrissement et l'envol de bombardiers stratégiques B52 et d'avions pétroliers KC 135 à pleine charge, qui peuvent alimenter en vol les B52. Les États-Unis voient dans Diego-Garcia un point de passage précieux entre les théâtres d'opération du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud et du Pacifique. L'amiral Zumwalt, Chef des opérations de la marine américaine ne disait-il pas à propos de Diego-Garcia en 1974 : « L'océan Indien est devenu une région où de grands changements potentiels peuvent se produire et affecter l'équilibre global des forces dans la décennie à venir. Nous devons par conséquent être capables de peser sur les événements dans cette région et notre aptitude à déployer notre force militaire dans cette région est un élément essentiel de notre influence. Aucun point de notre territoire n'est contigu aux régions critiques de l'océan Indien. Nous ne pouvons atteindre ces pays qu'en survolant les pays étrangers ou en empruntant de longues voies aériennes. Le moyen le plus efficace que nous avons de les atteindre directement est la mer »⁸.

De son côté, le Kremlin ne reste pas inactif. Depuis 1977, les soviétiques ont accès au port de Massaoua sur les rives de la mer Rouge. Ceci leur permet de remplacer les installations du port somalien de Berbera. En quelques mois seulement, c'est un arsenal évalué à plusieurs milliards de dollars qui est dirigé sur la corne de l'Afrique depuis l'Asie centrale soviétique et le sud Yémen. L'intervention de Moscou s'explique d'abord par des raisons stratégiques, engagées depuis quelques années. Déjà, l'URSS avait été contrainte de quitter l'Égypte⁹, et de se replier sur la corne de l'Afrique, s'appuyant en particulier sur l'Éthiopie, après le coup d'État de Mengistu en 1974. Les Soviétiques souhaitent via l'Éthiopie établir une hégémonie sur la corne de l'Afrique et soutiennent une fédération socialiste incluant l'Éthiopie, la Somalie (qui finit par se retourner du fait des rivalités avec l'Éthiopie, d'où le problème de Berbera) et le Yémen du sud. L'océan Indien est une région où de grands changements peuvent se produire, ce qui ne manque pas d'avoir de graves conséquences sur les relations internationales. En effet, les entreprises et les actions soviétiques sont concomitantes à l'accroissement de la présence américaine dans cette zone : développement des bases militaires d'Okinawa et de Diego-Garcia ; accords militaires avec les Philippines, l'Indonésie et le Bahreïn ; station aérospatiale de la NASA à Madagascar ; étroites relations avec le Kenya et l'Afrique du Sud, alliances politico-économiques avec l'Australie, la Malaisie et Singapour.

⁷ Simon FAURET, « Géopolitique du détroit de Bab El-Mandeb » in *Les clés du Moyen Orient*. Site d'information sur l'histoire et l'actualité du Moyen Orient, publié dans les rubriques « Repères historiques », « Analyse de l'actualité », « Portrait et entretien » et « Info culture », juin 2010.

⁸ House of Representatives 93rd Congress, 2nd session 21, march, 6, 12, 19 and 20, 1974.

⁹ Le 18 juillet 1972, le Président Sadate décide de renvoyer sans délai tous les conseillers et experts militaires soviétiques. Pourtant l'URSS a fourni aux Égyptiens des armes estimées à plus de deux milliards de dollars pour les aider à reconstruire leur force armée ébranlée par la terrible défaite de 1967.

L'URSS présente dans la corne de l'Afrique depuis le début des années 1960 et surtout durant les années 1970 se rapproche des nouveaux régimes de la région auxquels elle apporte du soutien pour contrer, du moins pour limiter la montée en puissance des États-Unis.

II) L'OCÉAN INDIEN, UNE ZONE DE COMPÉTITION ET DE CONCURRENCE ENTRE LES DEUX GRANDES PUISSANCES

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la rivalité entre l'URSS et les États-Unis s'était surtout concentrée sur l'Atlantique, la Méditerranée et le Pacifique. À partir des années 1960, la « conquête idéologique » de l'URSS va au-delà de l'Europe et de l'Asie, et commence à conquérir l'Amérique latine. Dans les années 1970, c'est une grande partie de l'Afrique qui est « conquise » ou attirée par le modèle soviétique. L'influence politique de l'URSS dans l'océan Indien se matérialise par ses bonnes relations avec l'Inde, le Sri-Lanka, le Pakistan, Madagascar, les Seychelles, le Mozambique, l'Éthiopie, la République Populaire du Yémen et la Tanzanie.

De leur côté, les États-Unis ont pris le relais de ses alliés occidentaux, et plus particulièrement de la Grande-Bretagne, qui ne peut plus entretenir des bases militaires éparsillées un peu partout dans le monde, et notamment dans l'océan Indien. Ce retrait britannique a été annoncé officiellement par le Premier ministre Harold Wilson aux Communes en janvier 1968. Cette décision représente une véritable révolution dans leur vision du monde¹⁰. Déjà, lors d'un accord secret en 1961, entre le Premier ministre britannique Harold Mac Millan et le Président des États-Unis John F. Kennedy, les Américains prenaient l'engagement d'installer une base militaire dans cette région afin de défendre les intérêts du monde occidental. Le départ des Britanniques est suivi par la montée rapide de la mainmise américaine dans l'océan Indien. Aussi, les États-Unis se sont installés dans le Golfe, sur la mer Rouge, en Afrique australe et dans les grands archipels de l'océan Indien, en particulier les Chagos. Une des 52 îles de l'archipel, Diego-Garcia, est au cœur des nouveaux enjeux indiaocéaniques. D'après le Rapport du Comité *ad hoc* de l'Assemblée générale de l'ONU du 13 mai 1974, « l'amélioration des facilités offertes à Diego-Garcia signifie qu'une escadre importante américaine pourra opérer plus ou moins continuellement dans l'océan Indien »¹¹. Cette installation des États-Unis dans la zone arrive à point nommé après la défaite au Vietnam. En 1979, cette même logique prévaut à la suite de la Révolution iranienne. En effet, comme le souligne l'ancien Secrétaire d'État américain Henry Kissinger : « Les Américains ont besoin d'une présence visible de la puissance américaine dans l'océan Indien pour remplacer en partie la puissance iranienne en déclin »¹².

C'est dans ce cadre que se conçoit la « doctrine Nixon », connue aussi sous le nom de « doctrine de Guam », île où s'étaient réunis plusieurs chefs d'états et riverains en juillet 1969. C'est au cours de cette rencontre que Nixon exposa ses idées sur l'engagement des États-Unis pour assumer une protection militaire à toute nation dont la survie était considérée comme vitale pour la sécurité des États-Unis. Une assistance économique particulière était alors prévue pour la péninsule arabique et le golfe persique, du fait des intérêts pétroliers. Face à l'émergence de régimes dits « progressistes et radicaux », hostiles aux États-Unis, l'océan Indien est progressivement entré dans cette

¹⁰ Georges FISCHER, « Considérations sur le problème de l'océan Indien », *Revue iranienne de relations internationales*, automne 1976, p 3.

¹¹ Jyotsna SAKSENA, « La pénétration américano-soviétique dans l'océan Indien » in *Centre d'Etudes de politique étrangère*, 1976, p 57-72.

¹² Richard RATOVONARIVO, « Océan Indien : la menace américaine » in *Océan indien actuel*, magazine mensuel d'information n°16/17 mars/avril 1979, p 19-20.

logique. À cela s'ajoute l'accroissement de la présence soviétique dans la zone. En août 1975, le président Ford évoque l'existence de « trois bases navales soviétiques importantes » alors que l'Amiral Zumwalt, Chef des opérations de la marine américaine, fait état de « l'augmentation rapide de la capacité de soutien logistique mobile de l'URSS dans l'océan Indien »¹³. L'affirmation de la présence soviétique répond au traditionnel souci d'accès aux mers chaudes. En réaction, les États-Unis, par le biais du porte-parole du Pentagone Thomas Ross, annoncent que les stratégies de Washington sont en train d'étudier des plans tendant à renforcer la présence américaine dans l'océan Indien, la mer d'Oman et le Golfe. Parmi les options envisagées, ajoute le porte-parole, figure la création d'une flotte permanente dans l'océan Indien, semblable à la sixième flotte de la Méditerranée ou la septième flotte stationnée dans le Pacifique. Autrement dit, on s'achemine vers la création de la cinquième flotte dans l'océan Indien¹⁴. On peut dire que l'océan Indien est devenu l'objet d'une vigilance particulière de la part des États-Unis. Ils renforcent également leurs liens économiques et militaires avec l'Arabie Saoudite et l'Égypte, puissances régionales importantes qui constituent les deux piliers fondamentaux de la présence américaine à proximité de l'océan Indien.

Une autre sous-région où la compétition et la concurrence américano-soviétique sont aussi rudes est la corne de l'Afrique. L'Éthiopie et la Somalie sont les deux principales victimes de cet affrontement. Les deux pays ont toujours eu des rapports conflictuels (depuis la décolonisation, les Somalis sont divisés de chaque côté de la nouvelle frontière). L'Éthiopie s'abrite derrière la Charte de l'OUA pour justifier sa présence dans l'Ogaden. La Somalie en revanche conteste les frontières fixées par les anciennes puissances coloniales. Elle veut réunir tous les Somalis de la corne de l'Afrique dans un seul état (la Grande Somalie) qui comprendrait la Somalie, le Somaliland, Djibouti, une partie nord du Kenya et la région de l'Ogaden en Éthiopie. Depuis la chute de l'Empereur Hailé Sélassié en 1974, l'Éthiopie a effectué un virage radical et s'est rapprochée du bloc communiste en signant un traité de vingt ans, pour le développement « d'une amitié indissoluble ». En Somalie, l'alliance avec Moscou date de 1969, année du coup d'état militaire du général Muhammad Syaad Barre. Ce dernier commence la construction d'une société et d'une économie marxiste-léniniste pro-soviétique. L'alliance avec l'URSS permet à Moscou de contrebalancer les bonnes relations des États-Unis avec l'Éthiopie et le Kenya. Moscou utilise par ailleurs le port de Berbera comme base navale. Les hostilités éclatent en 1977 alors que la Somalie qui appuie officiellement le mouvement d'indépendance de l'Érythrée apprend que l'URSS soutient l'Éthiopie. Le 13 novembre 1977, elle décide de couper tous ses liens avec Moscou et La Havane. La Somalie se rapproche alors du bloc occidental. Les États-Unis lui fournissent dès lors une assistance en échange de l'utilisation de bases navales dans le golfe d'Aden. Après une percée importante des forces somaliennes sur leur territoire, les Éthiopiens répliquent par une contre-offensive appuyée par l'URSS et Cuba. Ils repoussent les Somaliens et envahissent une partie importante du Nord de la Somalie où ils appuient les dissidents.

La corne de l'Afrique est bien au cœur des tensions entre les deux grandes puissances. Les États-Unis et l'URSS ont mené des négociations souvent difficiles avec les pays de la région et profité de l'incapacité de la quasi-totalité des pays de l'océan Indien à surveiller efficacement et complètement leur zone et domaine maritime. Le souci des États-Unis est justifié. Dans les années 1970-1980, c'est bien l'URSS la superpuissance dans la

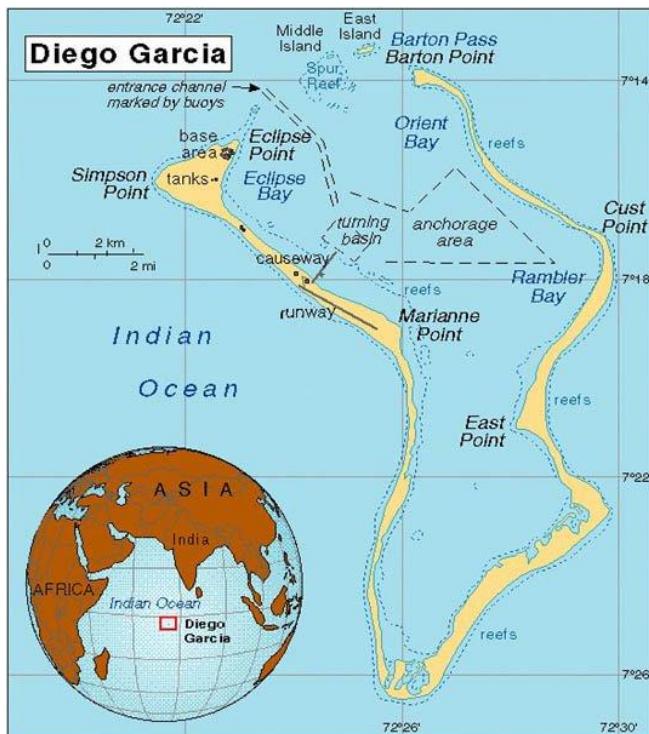
¹³ Honoré RAZAFINTSALAMA, « Grand océan indien : diplomatie en tête » in *Dans les Media Demain (DMD)*, Hebdomadaire indépendant d'information et d'analyse n° 314 du 06/04/1993, p 8-10.

¹⁴ Richard RATOVONARIVO, « La menace américaine », *Op. Cit.*, p. 19-20.

zone : Moscou a accès au port de Massaoua sur les rives de la mer Rouge ; un arsenal évalué à des milliards de dollars dans la corne de l'Afrique ; la présence de milliers de conseillers et de militaires soviétiques, épaulés par leurs alliés cubains en Éthiopie¹⁵ ; des traités signés avec l'Angola et le Mozambique dans le domaine de la défense ; installation au sud Yémen ; envoi régulier de bâtiments en croisière...

III) DIEGO-GARCIA, ÎLE DE LA « DISCORDE »

L'histoire de l'installation des États-Unis à Diego-Garcia illustre bien la politique américaine dans l'océan Indien durant la guerre froide, bien que sur le plan logistique, Diego-Garcia reste longtemps une implantation modeste, sans aucune mesure avec les principales bases américaines sur les façades Atlantique et Pacifique. Ce ne sera qu'en 1986 que Diego-Garcia devient complètement opérationnelle.



Source : Centre de recherche sur la mondialisation

<https://www.mondialisation.ca/my-conspiracy-against-the-uk-government-the-chagos-islands-and-diego-garcia/5529743>

C'est en 1966 que le Royaume-Uni signe un bail de 50 ans avec les États-Unis pour l'utilisation à des fins militaires de Diego-Garcia, la principale île de l'archipel des Chagos¹⁶. En 2016, le bail a été reconduit pour vingt-ans. Ce traité anglo-américain a été

¹⁵ Le nombre total de militaires cubains ayant pris part à des combats en Afrique est de 381 482 hommes, dont 2 077 sont morts entre 1965 et 1991. En Éthiopie, il y a 13 000 à 18 000 Cubains et 7 000 Sud-Yéménites.

¹⁶ Les différentes étapes de l'implantation d'une base militaire américaine à Diego-Garcia sont :

- 1) Le Traité du 30 décembre 1966 portant cession à bail du Territoire Britannique de l'Océan Indien (TBOI).
- 2) Le traité du 24 octobre 1972 portant création d'un « Centre commun de communications navales » à Diego-Garcia.
- 3) Le Traité du 25 février 1976 portant création d'une base militaire à Diego-Garcia.

conclu afin d'assurer la protection des « autoroutes des hydrocarbures et des matières stratégiques » qui traversent l'océan afro-asiatique. Le traité déclenche l'expulsion progressive des 2 000 habitants de l'île vers Maurice et les Seychelles, à la demande des Américains. Une fois l'archipel vidé de ses habitants, les premiers militaires américains débarquent à Diego-Garcia en 1971. En 1973, tout est terminé. Les troupes américaines ont pris possession de l'île. La base abrite en permanence des dépôts de matériels, d'armes et de carburant et plusieurs dizaines de bâtiments de la marine américaine.

De plus, les États-Unis disposent dans l'océan Indien de stations de communication à basse fréquence et extra basse fréquence constituant les seuls moyens de communication permettant de relier les sous-marins équipés de missiles nucléaires avec leurs ports d'attache. Près de 4 000 militaires et employés sont présents à Diego-Garcia, qui sert également de centre de surveillance des communications et de l'espace. Cet atoll a été choisi en raison de sa position privilégiée. Diego-Garcia est un point d'appui majeur autant que discret pour toute intervention vers l'Asie centrale et le golfe Persique. Cette base permet aussi aux États-Unis d'apporter un soutien logistique aux opérations militaires des pays du pourtour de l'océan Indien où les États-Unis sont engagés. C'est de cet endroit que les forces aériennes et navales américaines ont pu mener certaines opérations dans le cadre de la guerre froide et intervenir à plusieurs reprises dans le Golfe persique, dans la mer d'Arabie et en Afrique orientale. C'est également de là aussi que viennent les frappes contre l'Afghanistan et le Soudan en 1998.

Ce qui n'était au départ qu'un poste de communication et de ravitaillement situé sur un atoll éloigné de l'océan Indien devient ainsi dans les années 1980 une base militaire de premier plan apportant un soutien essentiel à la marine et aux forces américaines. C'est un point stratégique majeur au carrefour de l'Afrique et de l'Asie occidentale et méridionale qui permet la surveillance et la défense des points de passage dans l'océan Indien. Depuis Diego-Garcia, les États-Unis peuvent intervenir dans tous les recoins de cette partie du monde. L'île a été transformée en une sorte de « porte-avions indestructible » pour reprendre l'expression de Sir Winston Churchill. C'est un poste d'atterrissement apte à recevoir les plus gros avions.

Étant donné le rôle stratégique de Diego-Garcia pour les États-Unis, ils ont exigé que l'île échappe au processus de décolonisation engagé par ailleurs à Maurice. Ils ne voulaient absolument pas que leurs installations militaires puissent un jour être remises en cause par un futur État indépendant. C'est la raison pour laquelle l'ensemble de la zone a été détaché du territoire mauricien, malgré l'opposition des Nations Unies, avec la création d'une nouvelle colonie : le Territoire Britannique de l'Océan Indien. Toutes les entreprises occidentales dans l'océan Indien et en particulier l'agrandissement de la base de Diego-Garcia sont justifiés en premier lieu par l'accroissement de la présence soviétique dans ces eaux et sur les rivages qui les bordent. Pour les États-Unis, Diego-Garcia est un bouclier et une garantie à toutes tentatives de l'URSS de vouloir prendre pied sur un océan auquel elle n'a pas d'accès naturel et qui ne constitue pas pour elle une route maritime primordiale.

Diego-Garcia est devenue une île de la discorde pour les acteurs extrarégionaux et régionaux de l'océan Indien. Les décisions juridiques, les sommets, les rencontres et les pourparlers entamés depuis l'installation des États-Unis et la « déportation » de la population locale n'ont pas permis de trouver un quelconque consensus pour régler le problème de Diego-Garcia. Pour des raisons de sécurité, les autorités britanniques interdisent toute visite aux Chagos sauf autorisation spéciale, empêchant les quelques 10 000 Chagossiens et leurs descendants de rejoindre leurs terres ancestrales. La Chambre des Lords a donné raison au gouvernement britannique dans le dossier des

Chagos. De son côté, la Maison blanche a affirmé qu'elle n'avait aucunement l'intention de fermer la base et n'a jamais envisagé de remettre en cause sa présence stratégique à Diego-Garcia. D'autant plus que les États-Unis ne peuvent plus compter sur ses anciens alliés de la région comme l'Éthiopie ou l'Iran. Dans ce cadre, la position américaine s'est renforcée car Diego-Garcia joue un rôle très important dans le dispositif général américain de la lutte contre le terrorisme, dans cette partie du monde très instable (Irak, Iran, Sri-Lanka, Afghanistan, Somalie, Afrique des Grands Lacs). Ainsi, en 1991, l'opération « Tempête du Désert » visant l'Irak est partie de la base de Diego-Garcia. Elle a ensuite été également utilisée par la CIA comme centre d'interrogation des suspects capturés en Afghanistan après les attentats du 11 septembre 2001. Aujourd'hui, au vu de la situation au Proche et Moyen-Orient, Diego-Garcia reste trop idéalement placé pour les Américains pour qu'ils s'en séparent. La décision de maintenir en activité la base militaire dans cette région en effervescence n'est donc pas une surprise.



U.S. Air Force KC-10A Extenders and C-17 Globemaster III aircraft sit on the airfield aboard U.S. Navy Support Facility (NAVSUPPFAC) Diego Garcia

Credit: Commander, U.S. 7th Fleet (Flickr, CC-BY-SA-2.0)

<https://blogs.lse.ac.uk/usappblog/2016/04/22/the-plight-of-the-chagos-islanders-shows-the-dark-side-of-the-us-uk-special-relationship/>

Il faut reconnaître que la rivalité entre les grandes puissances n'explique pas à elle seule la militarisation de l'océan Indien. Cet espace est essentiellement et surtout destiné au commerce. La compétition a été non seulement entre les États-Unis et l'URSS mais aussi, plus récemment, entre d'autres puissances émergentes telles que l'Inde et la Chine. La perception des pays concernant l'océan Indien a substantiellement changé suivant l'évolution des relations internationales. C'est 70% du trafic pétrolier mondial qui passe par cet océan, ce qui en fait un passage vital et stratégique pour le commerce. Sur le plan démographique, grâce à la Chine et l'Inde, la population des pays riverains de l'océan Indien est majeure à l'échelle mondiale. De ce fait, il n'est guère étonnant que les anciennes grandes puissances de la guerre froide, ainsi que d'autres pays émergents cherchent et utilisent tous les moyens dont ils disposent pour renforcer leur présence dans cet espace hautement stratégique. L'histoire de l'océan Indien s'articule étroitement à celle des grands enjeux internationaux. Les grandes puissances et les puissances émergentes régionales entendent réinvestir cet immense espace maritime. Identifié comme tel dès la guerre froide, l'océan Indien est un espace déterminant et incontournable pour la stabilité internationale.

Les pays de l'océan Indien souhaitent participer à toutes les négociations et à tous les sommets concernant leur zone. Ils commencent à se rendre compte que la militarisation outrancière de leur région a créé une situation intolérable et souvent à leur dépens. Les pays bordant l'océan Indien pensent qu'ils doivent être non seulement consultés, mais doivent aussi participer et s'impliquer davantage à toute élaboration et à toute application d'un accord concernant leur région.

Les deux grandes puissances de la guerre froide s'efforcèrent de faire pencher la balance chacun de leur côté. Face à cette réalité, on constate que la quasi-totalité des pays de l'océan Indien acceptèrent cette stratégie, requérant la protection des grandes puissances. Cependant, l'accroissement massif des présences américaine et soviétique constitua aussi une menace, suscitant une inquiétude compréhensible face à une « menace étrangère ». Des voix commencèrent à s'élever comme par exemple le Président Albert René des Seychelles qui insista sur l'utilité et l'importance du maintien de l'océan Indien comme une zone de paix. Cet avis était également partagé par les dirigeants djiboutiens ou les forces progressistes de La Réunion. À l'Île Maurice, le parti travailliste ainsi que le MMM (Mouvement Militant Mauricien) ne cessent de réclamer le retour de Diego-Garcia dans l'ensemble mauricien. Les deux principales formations politiques sont désormais d'accord sur ce point. Le 25 février 2019, la Cour Internationale de Justice a déclaré que le Royaume-Uni devait mettre fin à son administration de l'archipel, confirmant ainsi la résolution adopté en 2017 par l'Assemblée Générale de l'ONU. Cela ne changera rien sur place, les travaux d'agrandissement de la base américaine se poursuivant, suite à la reconduction du traité anglo-américain en 2016.

OPERATION IRAQI FREEDOM



40 AEW

40TH AIR EXPEDITIONARY WING
APRIL 7, 2003
DIEGO GARCIA, BIOT

<https://socioecohistory.wordpress.com/2014/04/28/diego-garcia-malaysian-flight-mh370-hijacked-via-remote-control/>